Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Dossier No. 8

CRÉER DES CHAÎNES DE VALEUR
MONDIALES RESPONSABLES
**POUR DES FRUITS TROPICAUX
DURABLES**

DOSSIER TECHNIQUE

La création d'un environnement favorable à des chaînes de valeur durables pour l'avocat et l'ananas

Opportunités pour les pays producteurs

La croissance de la production et du commerce d'avocats et d'ananas au cours des dernières décennies a créé des revenus d'exportation et des moyens de subsistance dans les pays producteurs. Toutefois, l'évolution des marchés et des réglementations, ainsi que les risques liés à la durabilité, posent des défis au succès continu de ces chaînes de valeur, qui doivent être examinés attentivement. Si de nombreux acteurs contribuent à façonner l'environnement favorable à la production et au commerce d'avocats et d'ananas, les gouvernements des pays producteurs jouent un rôle clé dans la création de conditions qui permettent et favorisent la durabilité et la résilience de ces secteurs. Cette note met en évidence des mesures génériques non exhaustives que les gouvernements peuvent envisager lorsqu'ils cherchent à relever les défis et à promouvoir la durabilité à long terme des chaînes de valeur de l'avocat et de l'ananas. Les exemples présentés servent de référence pour la discussion et doivent être adaptés aux contextes et aux besoins spécifiques.

Établir des pratiques de bonne gouvernance comme base d'un environnement favorable

Dans un premier temps, les gouvernements peuvent donner la priorité aux principes de bonne gouvernance, notamment l'État de droit, la responsabilité, la transparence, la consultation et la participation. L'application des lois et des normes et engagements internationaux[1] peut aider à relever les défis de la durabilité associés, par exemple, aux questions environnementales telles que la déforestation, le stress hydrique, l'utilisation excessive de pesticides, les risques sociaux tels que les conditions de travail dangereuses et insalubres et les droits d'occupation. En veillant au respect des lois, les gouvernements peuvent contribuer à éviter les impacts négatifs et à promouvoir des pratiques durables. La bonne gouvernance comprend également des mécanismes de coordination efficaces pour la mise en œuvre des différentes politiques, stratégies, lois et réglementations, par les institutions gouvernementales et les autres parties prenantes. Dans l'ensemble, la bonne gouvernance contribue à créer un environnement propice au respect des exigences de durabilité et à la prospérité des entreprises durables.

Aide pour répondre aux exigences des marchés d'exportation

De nombreux marchés d'exportation sont soumis à des normes strictes en matière de phytosanitaires, de sécurité alimentaire et de qualité. Il peut être difficile pour les producteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur de se conformer à ces exigences. Les gouvernements peuvent alléger ce fardeau en partageant une partie des coûts initiaux de mise en conformité, en fournissant des formations et des informations pour accroître la capacité des producteurs à se conformer aux nouvelles exigences.

À mesure que les exigences en matière d'importation deviennent plus strictes, les gouvernements peuvent également accroître leur soutien aux petits exploitants et aux petites entreprises afin qu'ils puissent répondre à ces nouvelles attentes. Outre les gouvernements des pays producteurs, les gouvernements des pays importateurs, les grandes entreprises, les syndicats, les associations de producteurs et les agences internationales spécialisées peuvent collaborer pour faire en sorte que les chaînes de valeur de l'avocat et de l'ananas puissent répondre aux nouvelles exigences en matière de durabilité.

[1] Les normes et engagements internationaux pertinents comprennent: la Déclaration universelle des droits de l'homme; les Conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail; les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale; le Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables; les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts; et les contributions déterminées au niveau national, entre autres.

Créer un accès au marché par le biais de négociations avec les partenaires commerciaux

Dans les pays qui ont augmenté leur production et leurs exportations d'avocats ou d'ananas au cours des dernières décennies, les gouvernements se sont souvent engagés dans une diplomatie bilatérale et multilatérale afin d'élargir l'accès aux marchés à forte valeur ajoutée. En plaidant pour la suppression des barrières commerciales et des mesures de protection, certains pays producteurs ont réussi à créer de nouvelles opportunités de croissance dans ces secteurs. Il est souvent plus difficile pour les producteurs d'avocats ou d'ananas d'accéder aux marchés des pays qui produisent également ces fruits que d'accéder aux marchés des pays qui ne les produisent pas.

Soutien à la recherche et au développement

En investissant dans la recherche et le développement (R&D) et en collaborant avec les institutions de recherche publiques et privées, les gouvernements peuvent encourager les innovations qui visent spécifiquement à accroître la durabilité et la résilience. Il s'agit notamment de la recherche sur les méthodes de production et de transformation durables, les systèmes de production durables et l'adaptation aux chocs externes tels que les effets du changement climatique. Ces innovations peuvent également faciliter l'accès à de nouveaux marchés ou à des segments de niche, tels que les produits biologiques et à faibles émissions de carbone.

Les gouvernements peuvent également envisager de soutenir la R&D menée par le secteur privé qui vise principalement à accroître les rendements financiers ou à réduire les risques commerciaux lorsque cette R&D peut également contribuer aux objectifs de durabilité. Les technologies qui réduisent les pertes après récolte en sont un exemple intéressant. Compte tenu de la nature périssable des fruits tropicaux, l'industrie a développé des solutions technologiques et logistiques pour minimiser ces pertes. Elle a également encouragé la transformation des fruits non optimaux en guacamole et en huile d'avocat, par exemple, ainsi que la valorisation des parties non comestibles, telles que les fibres des plants d'ananas, ce qui peut ajouter de la valeur et augmenter les recettes nationales de l'ensemble du secteur. Les gouvernements peuvent soutenir des initiatives similaires visant à réduire les pertes post-récolte et à valoriser les fruits non optimaux et les résidus agricoles, en investissant dans la R&D et les infrastructures et en facilitant l'amélioration de la communication et de la collaboration entre les différentes industries.

Équilibrer les marchés internationaux et nationaux

Bien que les marchés d'exportation offrent des opportunités, les gouvernements devraient également reconnaître le potentiel des marchés intérieurs à contribuer aux objectifs de durabilité tels que la création de moyens de subsistance, la contribution à la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Les gouvernements peuvent envisager de soutenir les acteurs des chaînes de valeur nationales, y compris les intermédiaires tels que les négociants. Les initiatives de marchés publics qui s'approvisionnent en fruits ou en sous-produits auprès des entreprises peuvent contribuer à accroître la demande intérieure. Cela peut profiter aux petits exploitants et contribuer à la réalisation d'objectifs de développement nationaux plus larges.

Favoriser les partenariats public-privé et les initiatives industrielles

Les gouvernements de certains des plus grands pays exportateurs de fruits tropicaux ont facilité la mise en place de partenariats public-privé (PPP) ou soutenu des initiatives sectorielles et des associations de producteurs et d'exportateurs qui se concentrent sur des chaînes de valeur spécifiques. Ces partenariats peuvent répondre à des préoccupations communes, telles que les mesures phytosanitaires, la sécurité alimentaire, les coûts de production, la recherche et le développement, et le renforcement des capacités. Dans certains pays producteurs, les PPP et les initiatives sectorielles encouragent la certification selon des normes internationales de durabilité et contribuent à l'élaboration de normes nationales. Les PPP et les initiatives sectorielles ont également contribué à la diffusion des technologies de traçabilité qui permettent aux acteurs du secteur de prouver qu'ils respectent les exigences internationales.

Fournir un soutien adapté aux différentes catégories d'acteurs de la chaîne de valeur

Les gouvernements doivent prendre en compte les besoins des différents acteurs de la chaîne de valeur pour promouvoir l'inclusivité. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à promouvoir des chaînes de valeur durables devraient idéalement être menées de manière participative et consultative, en veillant à ce que les différents points de vue soient pris en compte. Les gouvernements peuvent également protéger les groupes et les individus défavorisés, notamment les femmes, les petits exploitants, les agriculteurs sans terre, les travailleurs migrants et les peuples autochtones, en élaborant des politiques, des lois et des systèmes de mise en œuvre efficaces, ainsi que des normes internationales. En outre, les gouvernements doivent veiller à ce que les grandes entreprises ne bénéficient pas de manière disproportionnée de subventions ou d'autres types d'aides publiques. Par exemple, il existe un risque que les PPP et les initiatives et associations

sectorielles soutenues par le gouvernement excluent involontairement les petits producteurs, les petits transformateurs et les négociants au profit des grandes entreprises verticalement intégrées, parce que les grandes entreprises ont plus de ressources à investir dans les améliorations nécessaires pour se conformer aux exigences en matière de durabilité. Les PPP inclusifs et les initiatives sectorielles qui prennent en compte les intérêts et les besoins des acteurs défavorisés de la chaîne de valeur ont plus de chances de contribuer aux résultats en matière de durabilité. Une assistance ciblée, comprenant l'accès à des prêts et à d'autres instruments financiers, des outils de gestion des risques, des technologies durables et des programmes de développement des capacités, peut également permettre aux petits exploitants et aux petites entreprises de se prendre en charge et d'éliminer les obstacles d'entrée dans les chaînes de valeur durables à l'échelle mondiale et nationale.

Investir directement dans le secteur public

Les investissements publics dans divers biens publics tels que le développement de projets d'irrigation à faible consommation d'eau, de routes, de transports et de technologies d'économie d'énergie peuvent bénéficier au secteur des fruits tropicaux. Les investissements publics dans les infrastructures devraient tenir compte des besoins des marchés nationaux et internationaux, ainsi que des risques et avantages potentiels pour les différents acteurs de la chaîne de valeur et les personnes et groupes concernés.

Assurer une expansion et une intensification durables de l'agriculture

Face à l'augmentation de la demande de certaines cultures, les gouvernements doivent éviter de promouvoir des investissements irresponsables et une expansion ou une intensification non durable de la production. Des études de faisabilité, impliquant tous les groupes de parties prenantes, y compris les communautés affectées, pourraient être menées ou financées par des entités publiques. Dans certains cas, des exercices de cartographie multi-acteurs ont permis d'identifier les risques potentiels et les problèmes d'adéquation liés à l'extension des zones cultivées de certaines cultures.

Promouvoir l'investissement responsable dans les chaînes de valeur de l'avocat et de l'ananas

Des investissements plus nombreux et de meilleure qualité sont nécessaires pour accroître la durabilité et la résilience des chaînes de valeur de l'avocat et de l'ananas. Lorsqu'ils réalisent des investissements publics et encouragent les investissements privés, les gouvernements doivent veiller à ce que ces investissements soient responsables. À cette fin, les gouvernements peuvent utiliser des instruments d'orientation négociés et approuvés au niveau international, tels que les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS-RAI). En suivant les recommandations du CSA-RAI, les gouvernements peuvent s'assurer que les impacts négatifs des investissements sont évités et que les investissements contribuent au développement durable, améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition, et respectent les droits de l'homme, tout en garantissant un retour sur investissement. Voir le document de la FAO «*Premières idées d'incitations pour promouvoir l'investissement durable dans les secteurs de l'avocat et de l'ananas*» pour plus d'informations sur le soutien ciblé des gouvernements aux investisseurs.

Conclusions

Les gouvernements des pays producteurs ont un rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement favorable pour promouvoir la durabilité et la résilience des chaînes de valeur de l'avocat et de l'ananas. La bonne gouvernance est la base de la création des conditions requises. Parmi les autres activités que les gouvernements peuvent entreprendre pour renforcer l'environnement favorable, citons le soutien aux acteurs de l'industrie pour qu'ils se conforment aux exigences de durabilité et adoptent des pratiques durables, l'investissement dans la R&D ainsi que dans les biens et services publics, la promotion de partenariats public-privé inclusifs et la promotion d'investissements privés responsables. L'analyse du contexte et la coopération avec un large groupe de parties prenantes sont essentielles pour adapter des approches efficaces.

CONTACTEZ-NOUS

Projet Fruits responsables
Responsible-Fruits@fao.org
https://bit.ly/responsible-fruits

Division des marchés et du commerce
www.fao.org/markets-and-trade/fr/

Organisation des Nations Unies pour l´alimentation et l´agriculture
Rome, Italie

Soutenu par:

Ministère fédéral
de l'Alimentation
et de l'Agriculture

© FAO, 2023
CC8103FR/1/10.23

Certains droits réservés. Document publié sous licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO